



Un peu de retard à la livraison, désolé ! Le mois de juin fut assez rempli. Cette lettre sera donc assez longue.

Par ailleurs, dans le cadre de l'étude que mène la Fédération, et pour laquelle j'ai un travail non négligeable à fournir, je vais devoir m'y consacrer de manière exclusive pendant au moins deux semaines, si ce n'est trois. Je serais donc très peu disponible à partir de la dernière semaine de juillet. Si des sujets importants sont à traiter rapidement, merci de m'en informer au plus vite.

Antonin

Université : la situation financière est tendue !

Nous avons des problèmes de sous ! La Ville d'Amiens ne nous suit pas à hauteur de nos espérances, avec 8000 petits euros seulement. La DRAC ne peut pas, le Conseil Général est aux abonnés absents... Dominique Fleurat et Vincent Aguano rencontrent le directeur de cabinet du président de la Région Picardie le 18 juillet. Mardi 11 juillet, Vincent travaille avec Mme Sauznier sur les pistes des fondations et des partenariats privés, sujets qu'elle semble connaître. Jeudi 7 juillet le SGAR (politique de la Ville, à Amiens) a été activé – la responsable doit voir tant au niveau local que national les pistes. Mais la réponse pourrait aussi bien être rapide qu'être en septembre...

En 2003, à Albi, les subventions perçues étaient de 21500 €. Ils nous en manque donc 13 500 pour être à peu près dans les mêmes conditions. Il faudrait voir quels sont les postes budgétaires compressibles dans le prévisionnel annoncé (50000 € de subvention demandés.)

Le groupe de travail (Dominique, Nicole, Vincent, Antonin) se demande comment procéder : garder date et lieux et faire avec ce qu'on aura, repousser à février en espérant que les collectivités puissent mettre plus d'argent sur 2006, mais avec le problème de la proximité avec le séminaire à Millévaches la même année, changer de lieu, mais comment trouver des sous en urgence, et des lieux ? Il serait bon que le CA puisse réagir.

Au niveau du contenu, la journée de travail du 22 juin à Amiens a permis de bien avancer sur l'organisation des trois jours, sur la nature des personnes dont nous souhaiterions une prise de parole etc. De ce point de vue là c'est à peu près bouclé (même s'il faut caler les prises de parole). Nous avons une liste d'invités qui commence à être intéressante, en reprenant les invités des précédentes universités et en y ajoutant les contacts pris depuis (télés locales, contacts internationaux suite aux rencontres à Séville et en Slovaquie).

Le nom de l'Université doit être changé, pour ouvrir à une dimension plus européenne. La proposition de « Université Européenne des Télévisions Citoyennes de Proximité », proposée sur la liste de discussion de la Fédération, n'ayant pas soulevé d'opposition définitive, malgré quelques souhaits de plus voir « participatif » ou « territoire » mis en avant, ce sera l'appellation retenue pour cette édition.

Le journal *Télévisions locales et Régionales*, nouveau trimestriel lancé par Chris Ophen et destiné aux professionnels du secteur, a consacré un article à l'université (en mettant en exergue le fonds de soutien). De plus, toute la dernière page est consacrée aux « télévisions participatives ». Les diffusions temporaires d'O2Zone.tv pour 2005 sont aussi annoncées, en marge d'un article sur TV7 Marseille. L'abonnement à ce journal est gratuit, et ce n'est pas inintéressant car il offre un panorama assez exhaustif des télés locales de tous poils en France. Si ça vous intéresse : web@tvenfrance.com



Rencontre avec le CSA : attentifs mais pas téméraires

Nicole Alix, Antoine Dufour et Antonin Serpereau ont rencontré le président du CSA Dominique Baudis et Dutoit, président de la commission « télévisions locales », lundi 20 juin. La rencontre, dans les bureaux du président, a duré un peu plus d'une heure.

Nos deux interlocuteurs ont largement été à notre écoute. Pour résumer leur position, ils trouvent très bien ce que nous faisons, mais ne peuvent rien faire tant qu'il n'y a pas de garanties financières du type... fonds de soutien. Ils ne peuvent pas non plus lancer, comme pour les radios, des appels à candidature expressément réservés aux projets associatifs, car l'offre de télévision est aujourd'hui trop rare (toujours la même antenne). Le CSA ne peut pas non plus imposer de fréquence partagée dans son appel d'offre, car il craint la fragilité des dossiers où un seul candidat se déclarerait. Tant d'impuissance nous arracherait des larmes, tiens. Le CSA nous aime bien, il nous l'assure, mais ne peut rien pour nous ; il faut que nous allions voir le législateur. On les plaindrait presque.

D'autre part, quelques éléments intéressants sur les développements de la TNT. Le CSA a l'ambition d'équiper 100 villes grosses et moyennes d'1 chaîne de télé, pas plus. Et ce dans un délai d'un an. Au-delà de l'utopisme de cet objectif, cela signifie que le CSA nous dit poliment que si un fonds de soutien n'est pas en place d'ici le printemps prochain, la première vague des télés locales en TNT ne pourra pas se faire avec les télés associatives.

Enfin inutile d'espérer récupérer les fréquences analogiques d'aujourd'hui, le CSA les récupère. D'ici 10 ans tout doit disparaître.

Conclusion : rendez-vous plutôt agréable dans un bureau climatisé par jour de canicule, interlocuteurs à l'écoute, canapés confortables, mais rien à attendre de concret d'un CSA qui affirme son impuissance, position sans doute la plus confortable pour lui. Un intérêt à cette rencontre, toutefois : la Fédération semble être une interlocutrice « naturelle » du CSA, ce qui n'est pas forcément mauvais signe.

Rencontre avec Jeunesse et Sports : ça ressemble à des premiers contacts

Vendredi 24 juin, Antoine et Antonin ont rencontré le directeur de Cabinet pour la Vie Associative du Ministre Jean François Lamour (Jeunesse, Sports et Vie Associative). M. Lefret s'est avéré être plutôt intéressé par un sujet auquel il ne connaissait absolument rien. La présentation s'est donc avérée être plutôt générale. Il a fallu expliquer les modes de diffusion, et batailler contre la représentation « traditionnelle » de la télévision.

On peut dire que c'était une rencontre de premier contact (ce qui, depuis quatre ans que nous sommes financés, est peut être un peu curieux). M. Lefret nous a demandé la liste de nos adhérents pour profiter d'occasions, lors de déplacements.

Nous lui avons demandé un soutien politique, notamment pour reconnaître la place des télévisions associatives dans le paysage associatif, par rapport aux missions que nous remplissons. Nous avons insisté sur la nécessité de soutenir le CREFAP plus fort, financièrement, du fait du renforcement et de la capacité de formation et d'expertise, et des demandes. Enfin nous avons demandé une représentation officielle du Ministre lors de l'Université, dont un pré programme a été remis.

Rendez-vous au ministère de la Culture ?

Conclusion : rencontre pour poser des bases, Dir Cab plutôt intéressé, suffisamment pour nous dire qu'il entend contacter son homologue au ministère de la Culture et de la Communication afin de



faciliter un rendez-vous. Il se propose de discuter du sujet avec ses collègues de Jeunesse et Sports, et demande à ce que nous envoyions de la documentation.

Période de vaches maigres...

Par contre, pessimisme sur les finances de cette année. Le budget « associations » diminue encore et toujours. Les demandes sont dans les tuyaux (sans que nous puissions bénéficier de fuites sur les nôtres, malheureusement). Perspectives difficiles confirmées par Mme Galauziaux, l'administratrice directement chargée de nos dossiers (et qui en assure un suivi efficace, au demeurant). Nous l'avons rencontré une petite demi-heure avant le directeur de cabinet. Elle ne connaissait finalement par réellement les télévisions de la Fédération et leurs enjeux, et nous a écouté avec intérêt lui expliquer le travail participatif. Cela aidera peut être... Nous l'avons invité à l'université d'Amiens.

Rencontre avec la COFAC : pas inintéressant, mais est-ce prioritaire ?

Le président d'honneur (et fondateur) de la COFAC a demandé à nous rencontrer. Antoine, Nicole et Antonin l'ont rencontré le 20 juin, après le CSA. Les enjeux de la COFAC (assurer une représentation et une prise en compte des associations de la culture et de la communication auprès du Ministère du même nom) ont globalement semblé intéressants, mais probablement lourds à mettre en place. La branche « communication » de cette fédération de fédérations est en effet réduite à la seule CNRA (radios), ce qui est un peu faible, et présage du travail à fournir pour rendre la COFAC efficace en matière de médias.

Cependant, le travail fait par la COFAC est très appréciable. Cette fédération de fédérations a travaillé sur des recommandations pour le ministère de la culture et de la communication, de concert avec les autres grandes fédérations de ce type (éducation, sport..., il y en a 16 en tout, chacune étant un interlocuteur privilégié pour le Ministère afférent, à l'exception notable de celui... de la culture et de la communication, par tradition consacré uniquement au milieu professionnel).

Conclusion : rencontre assez intéressantes, mais le travail à faire semble trop important par rapport aux priorités actuelles de la Fédération. Un contact amical renforcé est par contre engagé : la coordination, Antoine et Nicole sont dorénavant sur la liste de discussion de la COFAC. Nous sommes aussi invités à assister à un des CA de l'automne (1 CA par mois).

Rencontre avec TLSP à propos du câble et des décrets en cours

Antoine et Antonin (qui a dit les Dupont et Dupond ?) ont rencontré Patrick Vuitton, de l'UTLSP, vendredi 24 juin. Objet principal de la rencontre : l'état des lieux sur le décret en préparation pour l'application de la loi de juillet 2004. Cette loi, outre le fait d'autoriser les projets « d'initiatives locales » (cad portés directement par la collectivité locale – ou communauté de commune, etc. – ou par une association conventionnée avec une collectivité par un contrat d'Objectif et de Moyen), insérait aussi une sorte de « must carry ». Les câblo-opérateurs, ainsi que les distributeurs par ligne téléphonique (et demain les téléphones portables), étaient tenus de prendre en charge les coûts de diffusion du programme. Mais le décret en préparation actuellement, suite à d'intenses lobbyings, limiterait cette prise en charge une fois le signal acheminé. Or les coûts pour amener un signal à la tête de réseau sont prohibitifs. De plus les opérateurs téléphoniques ne veulent pas être tenus à la reprise gracieuse quand leur taux de pénétration du territoire est faible (inférieur à 5%), et leurs pressions ont la fâcheuse tendance à fragiliser la loi.



Golden Beggar : Ttipi Ttapa primé, et beaucoup de contacts en plus.

Antonin et Nicole sont allés au festival « Golden Beggar » en Slovaquie, du 7 au 12 juin. Le film « Ttipi Ttapa » coproduit par Airelles Vidéo, Adudarrak Bideo et France 3, réalisé par Nicole a gagné le prix des télévisions locales slovaques.

Ce festival a été l'occasion de faire beaucoup de rencontre avec des acteurs nationaux, notamment Allemands et Espagnols. Des contacts ont été pris aussi, évidemment, avec des Est Européens, ainsi qu'avec un Sud Coréen très intéressant. Des contacts plus politiques ont également eu lieu, avec le commissaire européen pour l'éducation, la formation, le jeunesse et le multilinguisme (Jan Figel', Slovaque) ainsi qu'avec un député européen slovaque (conservateur) francophile.

Du mouvement au niveau européen : les Espagnols viennent de créer une fédération nationale, dont la prochaine rencontre sera fin septembre 2005. Les Offner Kanal Allemands ont initié, avec des Anglais et des Suédois, « Open Channels for Europe », un regroupement à vocation européenne. Ce regroupement, issu des « canaux ouverts », ne se veut pas limité à ce seul type de média d'expression. Un travail à l'échelle européenne, de lobbying politique et juridique, serait envisageable.

Ce festival a donc permis de mieux cerner l'aspect européen que peut avoir l'Université. Le dernier jour du pré programme a été modifié de façon à mieux prendre en compte cette dimension.

2^{ème} rencontres écoles citoyennes : la Fédération sollicitée

Le 4 juillet, Antonin a rencontré les organisateurs des 2^{ème} rencontres de l'éducation citoyenne (Toulouse, 17 et 18 septembre 2005).

Ceux-ci seraient intéressés pour que la Fédération participe à la rencontre en tenant un stand d'information sur la télévision participative, ses buts, ses méthodes, ses productions etc., pour participer à un forum, en intervenant pendant environs une heure.

D'autre part, ils seraient intéressés par une valorisation audiovisuelle de leur rencontre. Ils souhaiteraient savoir si des télés du réseau seraient intéressées pour couvrir la manifestation, et si oui comment (diffusion le soi même, travail plus de fond sur la nature des interventions...)

Les organisateurs seraient en mesure de prendre en charge les hébergements et les repas, ainsi que du petit matériel, mais pas les déplacements. RECIT (réseau national organisateur) doit envoyer des programmes à toutes les télés du réseau.

Nicole pense qu'il est important que la Fédération soit en mesure de se rapprocher d'un tel réseau. Elle serait prête à s'y rendre, sans doute avec une caméra. Il serait bien que d'autres structures de la fédération puissent s'y rendre aussi. Si vous pouviez vous positionner rapidement, afin de pouvoir dire combien de personnes pourraient venir.



Etude : on avance, mais un gros coup de collier à donner pendant l'été.

Hélène Pierrot, Marielle Gros et Antonin ont travaillé les 15 et 16 juin à Aix en Provence. Cette journée a permis d'avancer un peu sur l'analyse des entretiens menés à Aldudarrak Bideo et à Canal Nord.

Cependant, la masse de travail qui reste est très importante. Antonin devra donc pouvoir se consacrer d'ici fin août de manière exclusive à l'étude, afin de pouvoir transcrire et produire les premières analyses des entretiens menés jusqu'à aujourd'hui. Il s'y consacrera à partir de la dernière semaine de juillet.

Cette matière permettra ensuite des journées de travail en septembre consacrées à l'analyse transversale des données recueillies.

Antonin est allée au Pays Basque le week-end du 1^{er} au 3 juillet pour observer le fonctionnement d'Aldudarrak Bideo « in situ », alors qu'ils filmaient le festival Euskal Herria Zuzenean.

Colloque d'Orléans : quelques suites

Christian Vanderborght, rencontré lors du colloque organisé le 2 juin à Orléans, souhaiterait faire un point sur « les pratiques et la philosophie » des acteurs des médias, en vue du festival Bandits-mages, qui se tiendra en février 2006, autour de la thématique « tv, médias, jeux ». Cf. <http://www.bandits-mages.com/main.php?r=60#a99>. Si cela vous intéresse : Christian Vanderborght, 06 07 84 49 42 ou info@bandits-mages.fr.

Par ailleurs, toujours suite au colloque du 2 juin organisé par la Région Centre, la Fédération a envoyé des courriers de remerciement au président de Région, au président de l'APCVL ainsi qu'à André Laignel, président de la commission culture de l'Association des Maires de France.

Recours en CE : on avance

Antoine Dufour, Eric Falconetti et Antonin ont travaillé le 27 juillet à Marseille pour préparer le recours. Le dossier n'est pas encore finalisé, car nous avons besoin de prendre connaissance du dossier final retenu par le CSA pour étayer notre argumentation, dossier qui ne nous sera communiqué qu'une fois la convention entre le CSA et TV7 Marseille signée en bonne et due forme, ce qui n'est toujours pas le cas.

Ce qui n'empêche pas TV7 d'annoncer sa diffusion pour le 29 septembre prochain, à 19h.

Les conventions entre TVasso et la Fédération sont en cours de finalisation.

O2Zone sur les ondes ; reconnaissance de la CAF

O2Zone.tv était sur les ondes du 17 au 27 juin, dans la vallée de l'Huveaune. Diffusion qui s'est passée sans problème. Une autre diffusion temporaire aura lieu du 1^{er} au 10 octobre, et une troisième du 9 au 16 décembre.

Le travail d'audiovisuel participatif des centres sociaux de Marseille a été reconnu comme une mission à part entière par la CAF PACA. Une reconnaissance très importante pour le travail mené, qui devrait ouvrir des pistes d'actions.



Télé Dieue nous demande des infos

Une télévision locale, Télé Dieue (du nom du village où elle est implantée), nous a sollicité pour des informations. Cette télévision, qui diffuse sur le câble local, est en train de voir comment se développer à l'ensemble de la communauté de commune. Elle expérimente de la vidéo brouette actuellement en ce sens, mais cherche à faire un bilan des possibilités existantes. Cette télévision semble faire du « participatif » sans nécessairement en avoir conscience. Des habitants participent à des reportages comme journalistes, et des équipes autonomes ont été mises en place naturellement, par imprégnation semble-t-il.

Je retranscrit ci-dessous les infos transmises :

- télévision câblée sur le village de Dieue-sur-Meuse (55), avec une distribution parallèle (à titre expérimental) en VHS dans la bibliothèque de Dieue
- animation par télétexte sur le câble (infos pratiques, petites annonces, actualité des associations...) et diffusion d'un magazine (rediffusé tous les jours en soirée, ainsi qu'en matinée le week-end) ;
- télévision portée par le salarié et une équipe de bénévoles (journalistes, cadreur, présentateurs, voix off...), financée par la Régie Municipale (mais néanmoins détachée de toute pression de la mairie) ;
- esquisse d'une programmation de documentaires (courts-métrages).
- les reportages s'intéressent à l'actualité locale (jusqu'au département), à des sujets + "magazine" (bricolage, environnement, micro-trottoirs...). On diffuse aussi parfois des reportages photos (visite du camp d'Auschwitz, suivi de chantiers...). L'idée est de s'ouvrir sur l'extérieur, de faire connaître ceux qui amènent et défendent la culture ici, de parler des traditions, de faire avancer les débats, de faire plaisir aux yeux... modestement, avec nos moyens et nos envies.

Ses demandes actuelles :

- Je suis actuellement embauché pour réaliser une étude sur la faisabilité d'une extension de la télévision à la Communauté de Communes par les moyens existants : Internet, diff hertzienne, câble, télé brouette. Cette étude doit permettre de décider de l'avenir de la télévision début septembre 2005.
- De mon côté, je suis preneur d'infos sur les candidatures auprès du CSA pour une diffusion hertzienne, sur la diffusion d'émissions par télé brouette (comment mettre en place un réseau solide?), sur l'accès à une banque de programmes... et sur d'autres sujets + juridiques (autorisation de diffuser des films, contrats de coproduction avec des structures extérieures...). Bref, beaucoup de dossiers sur lesquels je vais passer un peu de temps. De même, je suis disponible pour échanger autour de notre expérience ici, sur la formation, ou d'autres sujets.

J'ai répondu à ce mail en précisant les politiques de la SACEM, du CSA, et surtout en donnant des coordonnées pour qu'il puisse approfondir : Vidéon pour Internet, Millevaches pour la télé brouette et la télé postale, O2Zone pour les diffusions hertziennes temporaires, Nicole Alix pour les coproductions.

Contact : Florent Denéchère, Télé-Dieue, Maison des Associations, 55320 Dieue-sur-Meuse. Tél : 03.29.87.66.16



FNDVA : convention Fédération / Riv' Nord

La Fédération a reversé une part de la subvention perçue en 2004 au titre du FNDVA pour la formation des bénévoles à Riv' Nord (enfin, tout est prêt, il faut qu'on signe la convention et que je leur donne le chèque). La Fédération a retenu 15% de frais de gestion (dépôt des dossiers de demandes et de bilan etc.). C'est une action de formation des femmes à l'expression audiovisuelle qui a permis ce transfert. A terme, c'est ce système qui devrait être généralisé, si la Fédération arrive à trouver le financement adéquat pour son fonctionnement.

Coordination Ile de France : pas beaucoup de mobilisation

En Ile de France, la réunion qui devait avoir lieu pour mettre en place les bases d'une coordination régionale, afin de pouvoir se poser comme interlocuteur face à une Région qui en manque, n'a pas pu avoir lieu. Les personnes qui devaient y assister n'ont pas pu, finalement, être disponible. Le projet de coordination reste donc complètement en stand by...

TLC : diffusions d'été...

TLC propose de diffuser sur son antenne pendant l'été des programmes de télévisions du réseau.